

## **Le CAPS et le conflit en Syrie : entre erreurs d'analyse et scénarios fantaisistes**

Pourquoi la politique française à l'égard de la Syrie est-elle aussi désastreuse ? Sans doute parce que le Ministre des Affaires Etrangères applique les recommandations du CAPS. La note ci-jointe est un exemple caractéristique des erreurs d'analyses et des scénarios fantaisistes que le CAPS a produit depuis 2011 sur la crise syrienne. Elle témoigne de la primauté de l'idéologie et de la méconnaissance du terrain qui règnent au CAPS.

A la suite de la victoire de l'armée syrienne à Alep, il faut au CAPS trouver une nouvelle direction au Ministre des Affaires Etrangères et des éléments de langage. Car la question mérite d'être posée : « Quelle place pour la France dans le conflit syrien au lendemain de la chute d'Alep ? », mais il faudrait ajouter : « alors que la Turquie a changé d'alliance, que le Royaume Uni reconsidère sa position, que nos autres partenaires européens renouent avec Damas et que les Etats-Unis s'appêtent à abandonner la Syrie à la Russie ».

Dans ce petit texte j'ai commenté seulement les plus importantes énormités contenues par cette note, car je ne voulais pas dépasser les six pages. Il existe tout de même des constats réalistes sur la situation en Syrie, tout n'est heureusement pas fantaisiste dans cette note, mais l'auteur les utilise à mauvais escient, ce qui témoigne de son aveuglement idéologique. Enfin, il faut souligner que si nous en sommes là en Syrie aujourd'hui, c'est en partie grâce aux brillantes analyses du CAPS.

### **Introduction**

En introduction le CAPS précise qu'il s'appuie sur l'expertise de plusieurs chercheurs. Le problème est qu'ils proviennent tous de la même école de pensée, et sont connus pour leur soutien à la « révolution syrienne ». Thomas Pierret est mis en valeur, peut-être parce qu'il considérait comme Laurent Fabius en novembre 2012 que placer le Front al-Nosra sur la liste des organisations terroristes était une erreur car la branche syrienne d'al-Qaïda « faisait du bon travail sur le terrain ».

Le CAPS prend acte du changement de contexte à Washington mais il se trompe sur les conséquences :

*« Un accord entre Vladimir Poutine et Donald Trump ayant pour conséquence de hâter la reconquête de la Syrie entière par le régime est loin d'être certain compte tenu de l'hostilité manifestée par la nouvelle équipe à Washington à l'endroit de l'Iran ».*

La priorité de Donald Trump est d'abattre l'Islam radical, c'est-à-dire Daesh et al-Qaïda, son hostilité à l'Iran est secondaire. Le Président américain va donc s'allier avec Poutine pour reprendre Raqqa rapidement. Il espère ainsi limiter l'influence iranienne en Syrie au profit de celle de la Russie.

Le CAPS a compris que l'Union Européenne souhaitait la stabilité de la Syrie à tout prix. Car elle ne veut pas que plusieurs millions de réfugiés syriens supplémentaires ne prennent le chemin de l'Union Européenne. L'accord avec la Turquie est fragile, nous sommes sous la menace permanente de l'humeur d'Erdogan, ce qui nous oblige à fermer les yeux sur la situation des droits de l'homme en Turquie. Par ailleurs, il existe d'autres routes et d'autres moyens (regroupement familial) pour venir en Europe que via la Turquie. Il faut donc traiter le problème des réfugiés à la source, c'est-à-dire reconstruire la Syrie. Ignorant complètement cet aspect, le CAPS propose de torpiller la politique de Mme Mogherini de soutien global à la Syrie au profit des seules zones « libérées » c'est-à-dire entre les mains des rebelles.

**« 1-Bachar et ses alliés : une « solution politique » pour relégitimer et normaliser » (formule du CAPS)**

La première partie de la note s'attache à démontrer qu'il faut aider les « zones libérées », puis ensuite que ni la Russie ni l'Iran n'aideront Bachar el Assad à reprendre l'Est du pays. La note ne précise pas que les zones libérées en question représentent à peine 10% du territoire avec moins de 1,5 millions d'habitants. Ces territoires sont entre les mains de Fatah el Sham (la branche syrienne d'Al-Qaïda) et d'une myriade de factions qui se déchirent entre elles. Les comités locaux (association de notables et de militants civils), lorsqu'ils existent, sont soumis aux rebelles armés. Ils ne gèrent que les affaires courantes à l'échelle d'un quartier ou d'un village. Comment dans ces conditions lancer une réelle politique de reconstruction dans ces zones ?

*« La province d'Idlib revêt une importance particulière. Marquée par la prédominance de Fatah el Sham (ex Jebhat El-Nosra, longtemps affilié officiellement à Al-Qaïda) ». (...) la zone est également le refuge (...) des personnalités de la société civile et des instances de gouvernance en place de 2012 à 2016 ».*

Le CAPS pense-t-il que Fatah el Sham a vraiment rompu avec al-Qaïda ? De quelles personnalités de la société civile parle-t-il ? La plupart des « personnalités » sont réfugiées à l'étranger, même le « maire d'Alep-Est », reçu par le Président François Hollande, réside à Gaziantep. Aucun membre de la Coalition Nationale Syrienne ne s'est rendu à Idleb depuis trois ans, de peur de se faire enlever. Si la zone était si sûre pourquoi aucun journaliste occidental ne s'y rend ? La zone sud (province de Deraa), présentée comme sous le contrôle d'une coalition séculière « Front Sud » n'est pas en meilleur état. (Voir mon article "Status of the Syrian Rebellion: Numbers, Ideologies, and Prospect", Novembre 2016 <http://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/status-of-the-syrian-rebellion-numbers-ideologies-and-prospects> )

**La Syrie « utile »**

*« Bachar el Assad continuera certainement d'afficher l'ambition de reconquérir l'ensemble du territoire syrien. Mais Russes et Iraniens pourraient rapidement considérer que l'essentiel est acquis avec la reconquête de la Syrie utile ».*

Le CAPS n'a pas compris que Russes et Iraniens veulent reconquérir toute la Syrie. Ils laisseront une petite place dans le Nord-Ouest à la Turquie qui veut empêcher l'unité des territoires kurdes, mais il n'est pas question de laisser l'Est du pays, la « Syrie inutile », à des autorités pro-américaine ou pro-saoudienne. Cela priverait la Syrie de l'ouest des richesses en hydrocarbures concentrées dans le Nord-Est dont elle a extrêmement besoin (voir mon article du 4 janvier 2017 « Assad Needs 'Useless Syria' Too » <http://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/assad-needs-useless-syria-too>). Ensuite cela créerait un obstacle à la construction de l'axe pro-iranien (définition que je préfère à « croissant chiite ») entre Téhéran et Beyrouth. Quant à la Russie, elle n'est pas en Syrie seulement pour le port de Tartous et la base aérienne de Lattaquié. Ses ambitions sont beaucoup plus larges, d'une part elle veut encercler la Turquie pour la neutralisée, ce qui est fait, et d'autre part avoir un levier sur l'Arabie Saoudite, le grand régulateur mondial des cours du pétrole. La Russie partage avec l'Iran ces deux objectifs et ils ont besoin l'un de l'autre pour y parvenir.

*« L'Iran, solidement installé en Syrie désormais, n'a pas davantage intérêt à continuer de payer le prix humain, politique et financier des ambitions de Bachar el Assad ».*

La Syrie n'est pas un gouffre financier pour l'Iran ni un tombeau pour les Iraniens puisque ce sont essentiellement les miliciens chiïtes irakiens, afghans, pakistanais et libanais qui se battent. Les gardiens de la Révolution sont moins d'un millier. Mais pour ces deniers la guerre en Syrie est un moyen

de se distinguer et d'avoir des promotions à bon compte. Les gardiens de la révolution se régénèrent à l'épreuve du feu.

## **2. « Comment préserver nos intérêts face au double piège d'une transition en trompe l'œil et d'un « levier économique » dont profiterait en réalité le régime ? » (Formule du CAPS)**

Dans l'introduction de la deuxième partie, le CAPS s'efforce de relativiser la victoire à Alep : « une victoire à la Pyrrhus ». Le rédacteur connaît-il la définition d'une victoire à la Pyrrhus ? Il s'agit d'une victoire qui est désastreuse pour le vainqueur, car cela n'affecte ni le moral du vaincu ni le recrutement de troupes fraîches, ce qui n'est pas le cas du vainqueur. « *Si nous devons remporter une autre victoire sur les Romains, nous sommes perdus* » aurait dit Pyrrhus. Or, nous ne sommes pas du tout dans ce cas pour l'armée syrienne et ses alliés. En revanche ce sont les rebelles qui sont sonnés par la défaite. Si les redditions ce sont multipliées autour de Damas et si les rebelles ont accepté de venir à Astana ce n'est pas pour rien (« Will Astana Displace Geneva in the Syrian Peace Process? » 20 Janvier 2017, <http://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/will-astana-displace-geneva-in-the-syrian-peace-process>).

*« Confessionnalisation à l'extrême cette lutte d'un régime chiite contre une guérilla des villages et des faubourgs sunnites ne peut déboucher que sur un surcroît de violence ».*

En Syrie le régime est une association entre alaouites et sunnites. Dans l'armée syrienne et dans les milices de la défense nationale la majorité des soldats sont sunnites. Dans le corps des officiers et les unités d'élite les alaouites sont surreprésentés mais les sunnites représentent tout de même la moitié des officiers supérieurs. Certes, les minorités soutiennent le régime et les rebelles ne recrutent que parmi les arabes sunnites, mais tous les arabes sunnites ne soutiennent pas la rébellion. Alep-Ouest est une ville sunnite (tout comme Alep-Est), elle a pourtant résisté aux rebelles pendant 4 ans. Les sunnites locaux ont participé à la reprise des quartiers orientaux. Bien sûr ils étaient épaulés par le Hezbollah et des milices chiites irakiennes, mais ce ne sont pas uniquement des chiites qui ont pris la ville. Le CAPS devrait lire Souheil Belhadj (*La Syrie de Bachar al-Assad, anatomie d'un régime autoritaire*, PUF, 2011 ) pour comprendre la réalité du régime syrien.

*« L'opposition dispose de compétences civiles en matière de gouvernance que nous avons accompagnées depuis 2012 et ont rend compte la proposition de « Stratégie pour les actions de stabilisation et de coopération des acteurs français en Syrie (zone libérées) » portée par le CDCS. »*

Je serai curieux de lire ce rapport. Le simple fait qu'il définisse les zones tenues par les djihadistes et les islamistes comme des « zones libérées » fait froid dans le dos. Les fiefs d'al-Qaïda en Afghanistan et le territoire d'AQMI au Sahel seraient ainsi également des « zones libérées ». Mais surtout comment affirmer que l'opposition dispose de compétences en matière de gouvernance. Existe-t-il à Idlib une administration provinciale qui fonctionne ? Les municipalités de la province éponyme sont-elles gérées correctement ? Le gouvernement de transition à Gaziantep possède-t-il autorité sur ces « collectivités locales » ? A travers le témoignage de réfugiés syriens en Turquie et au Liban ou de déplacés en Syrie venus des zones « libérées » je peux affirmer que l'argument du CAPS est faux. Les plus efficaces en matière de gestion locale sont les islamistes radicaux car ils savent se faire obéir et sont peu corrompus. Les rapports de plusieurs autres chercheurs le confirme, tel Aron Lund, chercheur au Carnegie Endowment puis à la Century foundation (« Into the Tunnels : The Rise and Fall of Syria's Rebel Enclave in the Eastern Ghouta ». <https://tcf.org/content/report/into-the-tunnels/>). Le rapport le plus complet sur le sujet est sans aucun doute celui d'Agnès Favier, en charge à l'Ambassade de France à Ankara de la crise syrienne, qui est très dubitative sur les compétences civiles de l'opposition en

matière de gouvernance ( « Local governance dynamics in opposition controlled areas in Syria » [http://cadmus.eui.eu/bitstream/handle/1814/41644/Inside%20wars\\_2016.pdf](http://cadmus.eui.eu/bitstream/handle/1814/41644/Inside%20wars_2016.pdf) ).

*« Reconnaître l'abandon de la cause syrienne – ou sa défaite face à l'interventionnisme russo-iranien – expose la région et l'Europe à un retour de flamme arabe et/ou sunnite ».*

Que propose le CAPS ? Faut-il envoyer des armes aux rebelles afin qu'ils ne se retournent pas contre nous ? Pense-t-il que les rebelles seront reconnaissants pour notre aide ? Nous ne sommes pas face à des gentils résistants séculiers et démocrates mais face à des islamistes pour qui l'Occident est le modèle à abattre. Ils prendront nos armes et cela ne les empêchera pas de nous frapper ensuite. Au contraire, plus nous entretenons le conflit et plus le radicalisme progresse.

Selon Lauren Fabius, il fallait soutenir les rebelles en Syrie afin que l'armée syrienne s'affaiblisse et que Bachar el Assad soit obligé de négocier. Avait-il oublié que les alliés de la Syrie ne laisseraient jamais le régime s'effondrer ? Il est vrai qu'en juin 2015, *Le Monde* annonçait le retrait russe de Syrie. Aujourd'hui les brillants analystes se défendent en affirmant que personne ne pouvait prévoir l'intervention russe en Syrie. Tout cela est complètement faux, ils manquent tout simplement de bon sens géopolitique. La Russie est intervenue tardivement, car elle attendait seulement que le régime de Bachar el Assad soit assez affaibli pour que lui et l'Iran acceptent des conditions draconiennes.

*« Il nous revient de faire valoir que le terrorisme ne baissera pas dans la région en livrant la Syrie à l'influence iranienne, et que la stabilisation de la Syrie ne se résume pas –bien au contraire- à la sanctuarisation de Bachar el-Assad ».*

Pour l'auteur de cette note c'est Bachar el Assad, par sa seule existence, qui génère le terrorisme. Lors d'une conférence à Washington, en novembre 2015, il avait expliqué qu'il fallait abattre Bachar el-Assad car ainsi les sunnites n'auraient plus de raison de rejoindre l'Etat Islamique. Ce dernier disparaîtrait ainsi de lui-même. Oublie-t-il que les groupes jihadistes auront toujours des prétextes pour justifier leur combat. Ils sont dans une démarche messianique qui n'a rien à voir avec une simple contestation politico-sociale. La finalité de leur combat est la destruction d'Israël. Faut-il dans ce cas supprimer l'Etat hébreux lui aussi pour que le radicalisme islamique disparaisse ?

*« Il faudra rassurer sur nos intentions : bâtir dans les zones qui jouxtent leur frontière des institutions à même de conjurer le spectre d'une radicalisation des acteurs. Les intérêts des pays de la région sont compatibles avec les nôtres, qui consistent essentiellement à favoriser, dans les zones arabes sunnites, une gouvernance stable et un contrôle sécuritaire stricte ».*

La conclusion de la note est pathétique. Pense-t-il que la France de François Hollande a encore du crédit auprès de la Turquie et de la Jordanie ? Ces deux pays se sont rangés aux avis de Moscou pour résoudre la crise syrienne, car depuis 2011 ils supportent le poids du conflit et sont menacés de déstabilisation. Pour « conjurer le spectre de la radicalisation » il faut faire la guerre aux radicaux, c'est-à-dire Fatah el Sham (ex Front al-Nosra). La France est-elle prête à s'y engager ? Non bien sûr car cela ferait le jeu de Bashar el Assad. C'est pour cette raison qu'elle a tant tardé à bombarder l'Etat Islamique en Syrie. Comment favoriser une gouvernance stable ? Il faudrait pour cela déployer des forces de police étrangères capable d'appuyer les autorités civiles. Une résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU est indispensable pour cela, mais je doute que la Russie ne l'accepte. La Turquie aura sa zone d'influence dans le Nord-Ouest, mais il ne semble pas qu'elle ait envie de favoriser la démocratie locale et participative.

### 3. Le CAPS soulève un élément intéressant mais il en tire une mauvaise conclusion

« Dans ce contexte, le « processus de reconstruction » de la Syrie évoqué par certains apparaît moins comme l'opportunité d'un levier économique des bailleurs européens sur le régime syrien que comme un nouveau moyen de chantage exercé sur la communauté internationale : restauré dans son autorité sur des zones détruites et sur une économie incapable de subvenir aux moyens de la population, Bachar Al-Assad aura beau jeu de menacer l'Europe de faire de son pays une « Erythrée au Moyen-Orient » (selon Thomas Pierret), source d'émigration et de terrorisme pour encore des décennies ».

Effectivement, la stratégie d'utiliser les réfugiés pour faire plier la communauté internationale, et en particulier l'Europe, est réelle. J'ai développé cette réflexion dès la militarisation du conflit en 2012. Elle figure dans un rapport remis au Ministère de la Défense en novembre 2012 : « insurrection contre-insurrection en Syrie », dont j'ai ensuite tiré un long article disponible en ligne :

[https://www.academia.edu/7311706/Insurrection\\_et\\_contre\\_insurrection\\_en\\_Syrie\\_insurgency\\_and\\_counterinsurgency\\_in\\_Syria](https://www.academia.edu/7311706/Insurrection_et_contre_insurrection_en_Syrie_insurgency_and_counterinsurgency_in_Syria)

Une version résumée a été publiée dans le Figaro en octobre 2015 : « Pourquoi la tête de Bachar el-Assad serait trop coûteuse pour l'Occident »

<http://premium.lefigaro.fr/vox/monde/2015/10/30/31002-20151030ARTFIG00149-pouquoi-la-tete-de-bachar-el-assad-serait-trop-couteuse-pour-l-occident.php>

Le régime syrien expulse de Syrie depuis le printemps 2012 plusieurs millions de personnes, notamment parmi les Arabes sunnites qui constituent la base politique de la rébellion. D'une part, le régime a besoin de rééquilibrer la balance démographique à son profit : arabes sunnites loyaux et minorités confessionnelles. Ces derniers seront d'autant plus loyaux que les biens des réfugiés seront redistribués à ceux qui sont restés loyaux au régime, et ils seront d'autant plus loyaux qu'ils n'auront pas envie que les réfugiés reviennent. Donc il est inutile de penser que l'Union Européenne pourra conditionner son aide au retour de réfugiés qui sont *persona non grata* pour le régime et/ou pour leurs voisins. Par ailleurs encore faudrait-il que ces réfugiés, s'ils sont confortablement installés en Europe, aient envie de rentrer en Syrie. Tout ce que nous pouvons espérer aujourd'hui c'est de limiter les dégâts : éviter que la dégradation de la situation économique ne pousse d'autres Syriens à quitter en masse le pays pour l'Europe. Car aujourd'hui, ils bénéficient d'une importante tête de pont grâce au million de Syriens qui s'y trouvent déjà.

Il serait peut-être temps de cesser de suivre les pays qui poussent à la prolongation du conflit en Syrie sans en subir les conséquences. Je pense à l'Arabie Saoudite et au Qatar, qui soutiennent la rébellion syrienne, y compris les plus radicaux, mais qui refusent d'accueillir les réfugiés. Mais il faudrait aussi interpeler les analystes du CAPS et tous les artisans français de cette politique étrangères sans issue. Lorsque Bashar el Assad a dit que c'était lui ou le chaos en 2011, il fallait le prendre au sérieux. Si nous n'avions alors pas les moyens d'une intervention militaire comparable à celle des Etats-Unis en Irak : 200,000 hommes qui stationnent dans le pays pendant 10 ans, nous allions vers une guerre civile sanglante. Par conséquent il valait mieux éviter de jeter de l'huile sur le feu, car le retour de flamme est effectivement pour nous Européens. Il fallait aussi comprendre que la parenthèse géopolitique qui c'était ouverte avec la chute de l'URSS en 1991 s'était refermée en 2011 : la Libye est la dernière intervention unilatérale des Occidentaux.

## **Conclusion : ce que propose le CAPS en Syrie est irréaliste**

Ce sont les erreurs d'analyse qui nous ont conduit nous même dans cette situation où l'Europe va devoir payer sans condition une partie de la reconstruction de la Syrie. Car il nous faut éviter que la moitié de la population syrienne ne se déverse sur notre territoire ou/et déstabilise le Liban et la Jordanie. Le coût de la reconstruction de la Syrie pour l'Europe sera de toute façon inférieur à ce que couterait l'arrivée de millions de nouveaux réfugiés sans oublier le coût des mesures anti-terroristes que nous serions obligés de prendre.

La seule solution pour stabiliser le pays est de renforcer le pouvoir de l'Etat sur l'ensemble du territoire, car c'est dans les zones grises que se développe le terrorisme qui nous frappe. Les provinces « libérées » d'Idleb et de Deraa, que nous présente le CAPS comme cible de la reconstruction à la française, sont gangrénées par les groupes djihadistes. Seule la zone au Nord-Est d'Alep, libérée de l'Etat Islamique par l'armée turque (les rebelles syriens jouent un rôle mineur dans la reconquête), est plus ou moins nettoyée des djihadistes aujourd'hui. Mais qu'en sera-t-il si l'armée turque se retire ? A moins d'une présence directe de troupes européennes dans ces territoires, il est impossible de contrôler que les fonds destinés à la reconstruction soient utilisés à bon escient.

Enfin, il est une erreur de penser que Bachar el-Assad, la Russie et l'Iran seront prêts à faire des concessions politiques en échange des fonds européens. La reconstruction peut se faire à minima avec l'argent de la diaspora syrienne, qui est prête à investir dans l'immobilier en Syrie, car il existe de réelles opportunités d'affaires. Enfin, la nouvelle Banque de développement des BRICS, installée à Shanghai, pourrait jouer un rôle moteur. Après avoir démontré que la Russie peut gagner la guerre en Syrie face à l'Occident, elle voudra prouver également au monde qu'elle peut se passer de l'Occident, du FMI et de la Banque Mondiale pour reconstruire la Syrie. La Chine ne peut que souscrire à cette stratégie.

**Fabrice Balanche**

Maître de conférences-Lyon 2

Chercheur invité au Washington Institute